

La Lettre d'EMA

Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique.
Espace associatif - Centre omnisports Pierre de Coubertin
Avenue du Noyer Lambert 91300 Massy
Tél. : 01 60 11 56 65 ou 09 53 71 71 53
Site : massyafrique.org

Vous y trouverez cette lettre en couleurs.

EDITO

Vous trouverez dans ce numéro de novembre de La Lettre d'EMA des informations concernant :

- la croissance démographique galopante et très préoccupante de la population mondiale, notamment de la population africaine dont celle du Burkina Faso,



- la situation difficile du Burkina face la montée du djihadisme : à l'intrusion de commandos par les frontières du Mali et du Niger en particulier et à l'implantation d'un foyer terroriste dans le Nord.

A EMA nous pensons que face aux nombreuses difficultés vécues par le pays, il serait malvenu de laisser tomber les projets de développement des villageois de Koper.

Ceux-ci, attachés à leur lieu de vie et leur travail, réalisent petit à petit ce qui leur permet d'accroître leur niveau de vie et leur bien-être :

- à leur rythme certes ...il leur a fallu 2 années pour construire la 2^{ème} classe de l'école de Béné-Tankpoly ;
- avec des échecs... les latrines des marchés ne sont toujours pas ouvertes ;
- avec des réussites... le nombre de classes augmente permettant à plus d'enfants d'être scolarisés et le village de Bingane fait maintenant partie d'Ekoma.

Or la situation d'EMA est en ce moment fragilisée :

- le collectif de Dano qui était constitué de quatre associations du Nord va se réduire à deux, EMA et l'Asama, notre partenaire de Sceaux, avec qui nous allons partager les frais d'appui pour financer les deux salariés d'Ed.PA qui interviennent auprès des villageois et de leurs associations-relais Ekoma et Aso Tiétaa ;
- notre conseil d'administration a besoin de renforts : il n'y aura pas de mission au Burkina en janvier 2018, faute de membres qui puissent l'assurer et, pour les activités à Massy, le CA d'EMA devrait être plus étoffé.

Cependant notre volonté d'engagement ici et là-bas reste intacte et nous comptons sur vous pour soutenir nos actions, pour les financer, nous prêter mainforte, conforter notre CA.

D'avance, soyez-en remerciés !

La démographie africaine, un frein au développement ?

Au regard des autres continents, **l'Afrique connaît la transformation démographique la plus spectaculaire de l'histoire de l'humanité**. Si sa population a stagné jusqu'en 1900 autour d'environ 95 millions d'habitants, depuis, elle a été multipliée par 12, alors que celle de l'Europe a doublé, celle de la Chine triplé, celle de l'Inde quintuplé : en 2016, l'Afrique compte 1,2 milliard d'habitants dont 331 millions en Afrique subsaharienne (multipliée par 7 depuis 1900).

L'Afrique qui représentait 9 % de la population mondiale en 1950, en représente 16,4 % aujourd'hui. Selon les projections envisagées par les démographes concernant la fécondité, elle atteindrait en 2050 entre 2 et 3 milliards de personnes soit au moins le quart de la population mondiale et pourtant aujourd'hui, selon l'Unicef, la moitié des enfants qui meurent dans le monde sont africains.

L'Afrique a connu dans le passé deux chocs démographiques majeurs :

- d'une part les traites transatlantique, saharienne et de l'océan indien

- d'autre part la colonisation avec ses déplacements de population, le travail forcé, l'introduction de nouvelles maladies...

...qui ont provoqué une surmortalité qui a pu se traduire localement par une régression démographique : de 80 millions en 1500, les Africains n'étaient que 95 millions en 1900.

L'Afrique des années 1970-1980 était considérée comme sous-peuplée et les autorités s'opposaient à toute limitation des naissances. Le slogan de la conférence mondiale de la population, organisée par l'ONU à Bucarest en 1974, était : « la meilleure pilule, c'est le développement ». A la conférence du Caire, en 1994, l'accent portait sur le libre choix de chacun mais le contrôle des naissances et la planification familiale étaient considérés comme des initiatives néo-impérialistes, les dirigeants proclamant que « la richesse de l'Afrique c'est sa population » : celle-ci a presque quadruplé entre 1950 et 2000, passant de 180 à 680 millions, selon les données de l'ONU.

La fin du XXème siècle se caractérise donc par une récupération démographique exceptionnelle

Depuis le milieu du XXème siècle, l'Afrique connaît une **transition démographique tardive et limitée**. Si la

mortalité chute de 30 décès pour mille habitants en 1950 à 13‰ en 2016 (9‰ en France), ces chiffres concernent surtout le milieu urbain du fait :

- de l'action des ONG et des campagnes de vaccinations ;
- des progrès de l'hygiène ;
- d'une meilleure connaissance des maladies tropicales ;
- de la multiplication des centres de soins même si leur accès reste coûteux.

Signalons que cette baisse de la mortalité a été plus tardive et plus lente en Afrique subsaharienne que dans le reste de l'Afrique (Afrique du Nord et Afrique australe).

Cependant, **la mortalité reste élevée** surtout dans la zone intertropicale :

- particulièrement la mortalité infantile,
- si le SIDA est en baisse (il subsiste 25 millions de malades en Afrique subsaharienne, principalement des adultes), ses traitements ont un coût très élevé et sont de ce fait limités,
- le paludisme comme la maladie du sommeil demeurent très répandus,
- les ressources en eau potable restent insuffisantes, surtout dans les campagnes.

Cette mortalité pèse sur l'espérance de vie : d'une moyenne de 69 ans dans le monde, elle n'est que de 57 ans en Afrique, compensée, il est vrai, par la vitalité démographique.

Même si elle connaît une diminution, **la natalité reste à un haut niveau** : le taux de natalité de 50 ‰ en 1950 est passé à 35 ‰ en 2015 (en France, il est de 13 ‰, et il est un des plus élevés de l'Union européenne). La **fécondité** a baissé : en 1950, elle était de 6,5 enfants par femme ; en 2016, elle est de 4,7 (2,5 dans le monde). Le Niger détient le record mondial avec 7,6 enfants par femme (41 % de la population africaine a moins de 15 ans, 49% au Niger).

Dans la zone intertropicale, les couples continuent à souhaiter **beaucoup d'enfants** car ils savent qu'ils ne survivront pas tous ; en effet, la mortalité infantile ainsi que la mortalité en couches restent élevées quoiqu'elles aient nettement diminué. Les familles sont nombreuses car les enfants aident au travail de la terre ou pratiquent

les petits métiers urbains de l'économie informelle. Ils prennent en charge les parents âgés, responsabilité moins lourde pour chacun dans une grande fratrie. C'est donc la garantie d'un système d'entraide mais qui disperse les richesses de l'aîné. Avoir des enfants représente une valeur sociale surtout en système de polygamie avec pratique du mariage précoce.



La **contraception** qui suppose l'accord du couple, est **limitée** par des raisons religieuses, sociales, par le faible encadrement médical et sanitaire dont le coût est élevé. Le très jeune âge des mères est aussi un frein au contrôle des naissances.

Cette **situation** contraste avec l'évolution démographique de l'Asie et de l'Amérique latine ; elle est elle-même **contrastée en Afrique subsaharienne** où se distinguent 4 types :

- type traditionnel avec baisse de la mortalité, natalité élevée (45 ‰) : Burkina Faso, Niger, Tchad, Ouganda (pays enclavés à faible IDH) ;
- type classique avec baisse de la mortalité et de la natalité (35 ‰) : Ghana, Soudan, Sénégal, Gambie, Côte d'Ivoire (pays à PIB moyen) ;
- pays perturbés par les guerres et le Sida avec forte mortalité et forte natalité : Libéria, Sierra Léone, Congo, Rwanda, Burundi ;
- pays perturbés par le Sida, à forte mortalité et natalité moyenne et donc faible croissance : l'Afrique australe.

Cette croissance démographique va se poursuivre par inertie tout au long du XXIème siècle même si la fécondité baisse nettement, provoquant une **deuxième explosion démographique** dont le prototype le plus angoissant est celui du Niger. Mais les **risques de dégradation** concernent tous les pays.

Pendant plusieurs décennies, cette croissance va peser sur les disponibilités alimentaires, les dépenses sociales,

l'emploi. Les Etats vont accroître leur dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire surtout si la sécheresse s'ajoute à une baisse des rendements agricoles, si les possibilités d'irrigation sont faibles et si les sauterelles se multiplient. Ceci alors que d'ores et déjà la population est peu ou mal nourrie et que l'agriculture, surtout traditionnelle, subit la concurrence des importations et que industries et services sont peu développés. Cette croissance démographique peut alors être vue comme une source d'appauvrissement au moment où les dépenses de l'État devraient elles aussi exploser pour assumer les coûts sociaux. Le budget deviendra exorbitant pour la prise en charge du secteur de la santé, pour la scolarisation des enfants, leur éducation, leur formation professionnelle, sachant qu'il faut cinq ans de scolarité pour espérer qu'un enfant maîtrise la lecture, l'écriture, le calcul et qu'au Niger, le temps moyen scolaire n'est déjà que de 1,5 an. Or actuellement, seule une minorité nationale profite des financements publics.



Les prédictions annoncent la montée du chômage, du sous-emploi, des situations de famine (comme au Sud Soudan, en Somalie, au Yémen), la paupérisation du monde rural, l'explosion urbaine avec la multiplication des quartiers précaires, l'insécurité, la perte d'espoir, les vagues migratoires (déjà 10 % des migrants viennent d'Afrique), la tentation du djihadisme...

Comment peser contre ces prédictions ?

- en améliorant les rendements agricoles par l'investissement local et l'aide internationale,
- en maîtrisant la fécondité, domaine sensible aux plans culturel, religieux et idéologique,
- en envoyant plus de filles à l'école : la natalité commence à baisser quand au moins la moitié des filles est scolarisée,
- en luttant contre l'accaparement par les élites politiques des ressources de L'État,

- en contrôlant davantage l'aide publique internationale qui finance 50 % du budget d'investissement sans en demander des comptes,
- en évitant les politiques du type ajustements structurels du FMI des années 1980 qui ont fragilisé les systèmes d'enseignement, de santé,
- en combattant l'attrait de l'islam radical, de la lutte armée, des trafics,
- en pratiquant un modèle alternatif de démocratie,
- en arrêtant de subventionner des régimes corrompus au nom de la lutte contre le terrorisme,
- en faisant confiance aux peuples concernés pour trouver des solutions.

Sources diverses parmi lesquelles :

- le n°22 de l'Archicube consacré aux « *Energies africaines* » (juin 2017) en particulier l'article de Serge Michailof « *Explosion programmée ? La croissance démographique va-t-elle déstabiliser l'Afrique de l'Ouest ?* »

- *L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain* de Benoît Ferry, Karthala, novembre 2007.

Le Burkina Faso (273 600 km²) comptait 4 millions d'habitants en 1950, 11,9 en 2000, 13,9 en 2005, 17 en 2015 et approchera les 20 millions fin 2017.

Fécondité : 5,4 enfants/femme

Natalité : 39,9 ‰

Mortalité : 9,3 ‰

Croissance démographique : 3,1 %

Densité : 68,2 hab/km²

Enfants de moins de 14 ans : 45,4 %

Population de 15 à 64 ans : 45,4 %

Population de plus de 65 ans : 2,4 %

Taux d'alphabétisation : 28,7 %

Espérance de vie : 55,86 ans

IDH : 181^{ème} sur 187 pays

PIB/habitant : 684 \$

Taux d'urbanisation : 30,7 %

Mariages précoces : plus de la moitié des filles de moins de 18 ans sont déjà mariées

Accès des filles à l'éducation : 32 % (dans le classement mondial juste avant les deux derniers, Libéria et Ethiopie)

PARLONS CHIFFONS

Le « **FASO DAN FANI** » - ce qui signifie le pagne du pays - est **LA** cotonnade fierté de l'artisanat burkinabè, symbole national depuis Sankara. Les métrages sont constitués de bandes tissées de 15 à 50 cm de large, cousues bord à bord, de couleurs variées, de motifs variés. Ils sont utilisés dans la confection traditionnelle de vêtements de fête et d'apparat, vêtements amples pour hommes et femmes. Valorisés par « la Dan Fani fashion week » depuis 2015 à Ouagadougou, ou la « nuit du Faso dan fani » à Paris en juin 2015 et 2016, des tenues variées plus modernes apparaissent.



Tissage du Faso dan fani

Le **WAX**, -ce qui signifie « cire » en anglais, car ce textile de coton a reçu sur les 2 faces un cirage qui le rend imperméable est pour nous **LE** tissu africain, porté dans tous les pays d'Afrique, cotonnade imprimée de motifs géométriques ou figuratifs très colorés. Il n'est pas d'origine africaine. C'est un tissu imposé pendant la colonisation. La compagnie néerlandaise VLISCO met au point en 1846 cette industrie empruntée à l'Indonésie et domine actuellement le marché africain. Pour rivaliser avec le WAX hollandais, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont maintenant leur propre usine de fabrication.

Cette cotonnade permet la confection de vêtements variés, pour hommes ou femmes. La largeur d'un métrage est toujours de 140 cm, hauteur d'un pagne.



James en habits européens, Amédée en robe wax, Grégoire avec une chemise en faso dan fani

Le terrorisme au Burkina Faso

Les faits : les principaux attentats

Le 15 janvier 2016 à Ouagadougou un attentat frappe successivement le restaurant Cappuccino, le restaurant Taxi-Brousse, l'hôtel Splendid et l'hôtel Yibi sur l'avenue Kawameh Nkrumah, une artère chic de la capitale. Il fait 30 morts et 71 blessés.

L'attentat du 13 août 2017 touche le Café Aziz Istanbul, établissement fréquenté surtout par des expatriés, sur la même avenue. Il fait 19 morts et 22 blessés.

Qui sont les auteurs ? Qui était visé ? Pourquoi ?

Deux attentats dans le même quartier touristique, à 300 m de distance laissent penser que les étrangers non-musulmans sont particulièrement visés. Cependant des musulmans parfois locaux comme les membres du Mouvement sunnite du Burkina Faso (MSBF) sont touchés. Cinq de leurs adeptes dont l'imam de la grande mosquée du Koweït qu'ils recevaient, sont morts dans le restaurant hallal Aziz Istanbul. D'après un témoin, les deux assaillants " très jeunes " étaient "allés au combat pour mourir". Ils sont arrivés à moto, "chacun armé d'un AK47" (fusil d'assaut Kalachnikov). Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), a revendiqué la première attaque de Ouagadougou, précisant qu'elle était conduite par le groupe djihadiste Al-Mourabitoune, lui-même mené par l'Algérien Mokhtar Belmokhtar. Le deuxième attentat, non revendiqué a sans doute la même origine.

Depuis l'attentat de janvier 2016, on compte une centaine de morts, victimes du terrorisme. Ces attentats sont l'œuvre de groupes qui ont recruté des jeunes originaires de différents pays africains particulièrement dans l'espace sahélo-saharien. Pour l'attentat d'août 2017, les assaillants sont des jeunes Peuls, Touareg et Arabes originaires du Nord du Burkina.

Les causes du terrorisme

La situation géographique



La porosité des frontières expose le Burkina. Du Mali touché depuis longtemps, le terrorisme passe la frontière Nord du Burkina qui appartient à la même région géographique et dans laquelle est implantée la

même population. Il concerne surtout la province du Soum et sa capitale, Djibo. Les mêmes groupes armés se manifestent par plusieurs attaques et assassinats dans cette région du Sahel. Un couple australien et un roumain ont été enlevés en 2015.

La situation économique du Soum

La perception d'un Etat éloigné, incapable de fournir des services, explique l'essor du terrorisme. Les routes traversant le Sahel, sont rares et difficilement praticables lors de la saison des pluies. Les centres de santé sont peu nombreux et éloignés. Le taux de scolarisation est le plus faible du pays : 53 % en 2016, contre 86 % au niveau national, selon le ministère de l'éducation. La population a le sentiment que les potentialités économiques de la région ne sont pas mises en valeur alors que le Sahel burkinabè n'est pas pauvre. Djibo possède le plus grand troupeau de bœufs du Burkina. Dans cette région négligée par l'Etat, l'existence de telles richesses pastorales et de mines d'or nourrit la contestation.

Un terreau du djihadisme

Des jeunes désœuvrés se sont engouffrés dans l'activité terroriste qui les valorisait plus que les « petits boulots informels » ou les trafics en tous genres. Toutefois il semble que les profils des recrutés soient hétérogènes, sur le plan socio-économique, scolaire, ethnique et religieux.



Disposant de bases-arrière au Mali, Ansarul Islam, groupe salafiste au Burkina et au Mali, a multiplié les expéditions punitives et les menaces contre la population civile. L'imam Ibrahim « Malam » Dicko donné pour mort actuellement, est devenu une figure emblématique. Mort ou vif, Malam a d'autant plus d'influence qu'il se place en défenseur des pauvres et en libérateur. On le rend responsable du meurtre de 12 soldats burkinabè à Nassoumbou le 16 décembre 2016.

On craint un ancrage durable de ce djihadisme au Nord du pays.

Le déploiement actuel du terrorisme

Les facteurs favorables

A l'époque du président Compaoré (1987-2014) la situation était stable. La chute du régime en octobre 2014, puis la dissolution du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) après le coup d'Etat avorté

de septembre 2015, ont affaibli le système sécuritaire. On sait que Blaise Compaoré et son entourage proche passaient des pactes de non-agression avec certains groupes islamistes. Après sa chute, ceux-ci ont la voie libre pour déstabiliser un pays qui est sur le chemin de la démocratie.

Les manifestations du terrorisme

Les djihadistes pourfendent tout ce qui est occidental, militaire ou civil. C'est ainsi qu'ils justifient les attentats comme étant des représailles contre la participation du Burkina à la Minusma (mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour une stabilisation au Mali). L'opération Barkhane nourrit aussi leur révolte. Plus étonnant, ils menacent les enseignants du Nord du Burkina : « *Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer!* » Face à une telle hostilité, dans le Soum, les enseignants terrorisés ont fui. L'intégralité des 380 écoles a été désertée en mars 2017, privant de cours plus de 54 000 écoliers pour quelques mois.

Les conséquences économiques

L'attentat de janvier 2016 est lourd de conséquences économiques immédiates. Les premières activités à être affectées sont bien sûr, à Ouagadougou, les lieux de restauration et les hôtels. Les artisans, par exemple les bronziers, qui vivent du tourisme ont de moins en moins de clients. Faute d'informations précises on ne peut que supposer une grande difficulté du gouvernement et du pays tout en entier pour remonter la pente dans un contexte accru de fragilisation. On peut craindre le départ des investisseurs étrangers du secteur minier en particulier.

Les conséquences psychologiques et sociales

Des phénomènes de psychose, d'enfermement volontaire et de racisme peu fréquents au Burkina auparavant sont à déplorer. Le racisme sévit envers les Touareg victimes du délit de faciès car ils sont reconnaissables à leur « teint clair ». Comment expliquer ces comportements discriminatoires ? Après le début des combats, en 2012, la population touareg du Mali a massivement fui en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso. A l'heure actuelle, dans les deux camps de réfugiés du Nord du Burkina, Mentaou et Goudoubo, ils sont majoritaires. Pour beaucoup de Burkinabè, « Touareg » est devenu synonyme de réfugié. Au Mali un groupe touareg, le MNLA, mouvement national pour la libération de l'Azawad, région au Nord du Mali, a annoncé son alliance avec Ansar Dine qui préconise la lutte armée pour l'application de la charia. Le MNLA s'est rétracté, mais la confusion entre Touareg et terroriste peut conduire à la police de simples passants au teint clair. « *Nous les Touareg nous avons trois maladies. Deux que nous pouvons soigner, l'autre non. La maladie du turban, ça on peut l'enlever. La maladie de la barbe, ça on peut la raser. Mais la maladie de la peau blanche, ça on ne peut rien y faire* ».

Des remèdes possibles

Une intervention étrangère

Beaucoup d'espoirs sont fondés sur **le G5 Sahel** qui regroupe cinq pays de l'Afrique de l'Ouest : Mauritanie, Burkina, Mali, Niger et Tchad soit une armée de 3000 hommes. C'est un cadre pour la coordination et le suivi de la coopération en matière de développement et de sécurité. Il implique ces États du Sahel directement menacés par les différentes organisations djihadistes de la région.

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (**CEDEAO**) regroupe 15 pays. Bien qu'au départ son rôle ait été purement économique, elle s'est assez vite intéressée au maintien de la paix. C'est en effet une condition essentielle pour qu'une union puisse se réaliser. *Elle peut avoir un rôle d'appui politique dans d'autres instances. La CEDEAO est suffisamment puissante pour peser sur l'Union Africaine et sur les Nations-Unies.*

Au Burkina, les interventions de la force **Barkhane** sont diversement appréciées. Il nous est difficile de juger de son efficacité mais on lui reproche de faire ce que les Burkinabè pourraient faire seuls si on leur en donnait les moyens. D'autre part ses liens avec les groupes touareg semblent fluctuants tantôt alliés, tantôt ennemis.

Des mesures à l'intérieur du Burkina Faso

-Le renforcement de la défense et de la sécurité semble être une volonté affirmée. Le ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a rappelé sa détermination : « *Il n'est pas question de céder la moindre parcelle de notre territoire à des gens pour qu'ils dictent leur loi* » et « *il faut leur rendre coup pour coup.* »

De fait le 23 mars 2017, le Groupement des forces armées anti-terroristes et les gendarmes burkinabè ont porté un coup à Ansarul Islam en menant une opération importante dans la région de Djibo. Le leader terroriste Arouna Dicko (à ne pas confondre avec Malam) a été abattu. Plusieurs autres personnes ont été interpellées. Cette opération est une première victoire de l'armée burkinabè sur les terroristes au Sahel, mais le groupe terroriste, lui, est loin d'être abattu.

- Le développement serait le meilleur rempart contre le terrorisme. Plusieurs mesures spécifiques à la province du Soum semblent urgentes. Il faudrait renforcer l'emploi des jeunes pour éviter qu'ils s'engagent comme combattants terroristes. Les moyens attribués à l'éducation devraient être accrus. Djibo, 65.000 habitants, attend toujours le « goudron ». Le boom minier (notamment aurifère) ne profite pas aux autochtones. Actuellement le Soum est une province dans la région « Sahel ». Le souhait de ses habitants est qu'il devienne région administrative afin de favoriser le désenclavement.

Le Burkina Faso, « pays des hommes intègres », est un pays qui, depuis Sankara surtout, prône des valeurs de moralité de la vie publique. La promotion des droits humains et le respect de toutes les religions qui se côtoient dans le pays, ont façonné une paix solide qui n'est pas complètement ébranlée. Il est souhaitable de la préserver.

Trente ans après : Thomas Sankara, une icône africaine

Au mois d'octobre dernier, plusieurs médias se sont fait l'écho des commémorations du 30^{ème} anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara, éphémère président du Burkina Faso. Bien que la période d'exercice du pouvoir de ce jeune leader africain n'ait duré que 4 ans, son empreinte et son prestige laissent encore une trace durable en Afrique et au-delà.

Les zones d'ombre qui subsistent quant aux circonstances de son assassinat continuent d'interroger.

Thomas Sankara a été assassiné le 15 octobre 1987, ainsi que 12 de ses compagnons. Les commémorations ont eu un grand retentissement car ceux qui se présentent aujourd'hui comme ses successeurs ont renversé en 2014 le président Blaise Compaoré qui est pour eux l'instigateur de l'assassinat. « Tragédie shakespearienne » ont affirmé certains, puisque Blaise Compaoré était un ami d'enfance de Thomas Sankara, l'« ami de toujours », frère d'armes durant la période qui avait précédé l'arrivée au pouvoir et principal collaborateur pendant les 4 années d'exercice de ce pouvoir.

Les événements de cette période avaient surpris dès le début, lors de la révolution du 4 août 1983 : « *Nous n'avons pas réalisé ici ce que l'on pourrait appeler un banal coup d'Etat. Il y a eu une insurrection populaire, minutieusement préparée, dans laquelle se sont retrouvés des progressistes, des révolutionnaires, des démocrates...* » a dit lui-même Thomas Sankara (1).

Ils ont eu un retentissement non seulement en Haute-Volta (dénommée « Burkina Faso » c'est-à-dire « Pays des hommes intègres »), mais au-delà, dans toute l'Afrique et en Europe.

Des désaccords croissants. Quatre ans plus tard, des dissensions minaient l'équipe au pouvoir. Le CNR (comité national de la révolution) était déchiré. « *Malheureusement, la classe politique était composite et traversée par plusieurs courants idéologiques antagonistes ... Tout le monde savait que le CNR traversait une crise profonde et que du jour au lendemain quelque chose pouvait se passer au sommet de l'Etat* », affirme Hippolyte Ouédraogo, ancien proche collaborateur de Thomas Sankara (2). Les reproches les plus fréquents concernaient « *les mesures comme le mot d'ordre « produisons et consommons burkinabè * », la gratuité du logement, l'interdiction d'avoir plus d'une parcelle, l'interdiction d'importer les fruits à partir de la Côte d'Ivoire, le problème du paiement de la dette, les attaques répétées contre l'impérialisme et son modèle d'exploitation. Autant de choses qui n'ont pas toujours été appréciées ni des dirigeants de l'intérieur, ni des puissances d'argent à l'extérieur* »(2).

Rectification ou habillage ? Paradoxalement, ce n'est pas à cause de son radicalisme que Sankara a été renversé, mais plutôt à cause de ce que ses adversaires ont appelé sa « déviation droitière ». Certes, il avait déclaré dans son discours du 4 août 1987, lors de la commémoration du 4^{ème} anniversaire de la Révolution Démocratique Populaire qu' « *un pas avec le peuple vaut mieux que dix pas sans le peuple* ». Selon Hippolyte Ouédraogo « *cette déclaration a constitué l'une des gouttes d'eau qui ont fait déborder le vase, car ses*

détracteurs s'en sont servi comme un trophée de guerre en criant à la déviation droitière »(2). Pour cet ancien collaborateur, une pause était devenue nécessaire : « *c'est comme si dans toute action, on ne devait pas s'accorder une période de pause pour faire le bilan, relever les insuffisances et les lacunes avant de poursuivre sa trajectoire. Car aller sans son peuple, c'est aller droit au mur et c'est ce que Thomas Sankara voulait éviter* ».



Cette déchirure entre ces deux lignes politiques : « *tout ça, c'est de l'habillage. C'est la volonté de satisfaire des ambitions individuelles qui a tué Sankara, pas une ligne politique* », dénonce Basile Guissou, trois fois ministre sous la révolution (3). De la même manière, Hippolyte Ouédraogo affirme que « *ce fut un prétexte ridicule car le Front Populaire (c'est-à-dire la nouvelle équipe au pouvoir) au lieu d'approfondir la révolution, l'a dévoyée et même liquidée par la suite. C'est ainsi que le développement de la cotonnade a été abandonné, ...les trois luttes (contre l'accaparement des parcelles, la corruption et le clientélisme) ont été abandonnées.* »

Des causes endogènes et exogènes. Les responsabilités ayant amené à la tragédie d'octobre 1987 se situent probablement à plusieurs niveaux. A la soif du pouvoir et à la lutte pour les places que nous venons d'évoquer, sont venus s'ajouter les mécontentements de certaines catégories de la population burkinabè à qui déplaisaient des mesures telles que la gratuité des logements.

« *Puis il y a les responsabilités exogènes portées par tous ceux qui de l'extérieur ne voyaient pas d'un bon œil le succès social et moralisateur de la révolution burkinabè* » affirme Hippolyte Ouédraogo. Craignant l'externalisation de la révolution et son appropriation par la jeunesse africaine, des lobbys politiques et financiers se sont mutualisés pour lui barrer la route ».

Le rôle de la Côte d'Ivoire et de la France ? La question reste en suspens.



Sankara dérangeait à l'extérieur. Le rôle éventuellement joué par la Côte d'Ivoire est fréquemment cité. Fidèle Toé, ami d'enfance et ancien ministre de la Fonction publique de Sankara, explique « *Houphouët ne pouvait plus dormir à cause du régime révolutionnaire d'à côté, cela pouvait donner de mauvaises idées à la jeunesse ivoirienne* » (3).

Du côté de la France, le président Mitterrand a dit, lors de sa visite à Ouagadougou en novembre 1986, qu'il « *admire ses qualités qui sont grandes, mais il tranche trop, à mon avis, il va plus loin qu'il ne faut* » (3).

Trente ans plus tard, quel regard ?

Dès le début de cette éphémère expérience révolutionnaire, les réformes se sont succédées à un rythme effréné, nourries par un profond désir d'indépendance. En 4 ans seulement, ce pays du Sahel avait accédé à l'autosuffisance alimentaire.

« *Il faut reconnaître que les idées de Thomas Sankara étaient en avance sur les gens de son époque* » (2).

Parmi les actions, on peut évoquer la construction des « cités du 4 août », conçue comme une réponse au problème du logement, de salles de cinéma, dans l'objectif d'éviter la fuite des jeunes vers les centres urbains pour leur permettre d'être les leviers du développement local. Le mot d'ordre « une commune : un CEG, un village : une école » a été à la base du relèvement du taux de scolarisation.

Le mode de conduite de ces programmes a quelquefois posé problème et occasionné des résistances, par exemple « *l'affectation de fonctionnaires dans des localités situées loin des villes pour occuper des postes auxquels ils n'étaient pas préparés* » (2).

Les héritiers, aujourd'hui.

Après l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 qui a chassé Blaise Compaoré, on pouvait penser que les partisans sankaristes – certes divisés – reviendraient au pouvoir. Mais cela n'a pas été le cas et lors des élections présidentielles qui ont eu lieu, plusieurs candidats se réclamant de Sankara se sont affrontés. Depuis les élections législatives qui ont suivi, faute de contenu stratégique commun, les sankaristes semblent plus désunis que jamais.

Cependant certaines décisions actuelles peuvent être considérées comme une continuation. A propos des évolutions récentes, Hippolyte Ouédraogo affirme que « *L'intensification des infrastructures socio-éducatives et sanitaires est un prolongement des jalons posés par la révolution à travers le*

PPD » (programme populaire de développement). De manière plus anecdotique, il indique que le retour du port du « faso dan fani » au plus haut niveau de l'Etat « *indique une volonté politique par l'exemple et va relancer la valorisation de la cotonnade, apporter une plus-value monétaire dans les ménages comme c'était le cas sous la révolution* » (2).

Ouvrir les archives des assassinats

Sankara pressentait en 1987 sa chute probable et proche. « *Je me sens comme un cycliste qui est sur une crête et qui ne peut s'arrêter de pédaler sinon il tombe* » déclara-t-il (3). Une enquête sur les conditions de son assassinat, longtemps réclamée, a pu être ouverte au Burkina suite à la puissante insurrection du peuple (notamment le mouvement de jeunes anti-corruption « le balai citoyen ») de la fin octobre 2014.

Une autre enquête a pu être ouverte, ou plutôt rouverte à cette même période, concernant cette fois les conditions de l'assassinat en décembre 1998 de Norbert Zongo, journaliste d'investigation (4). Dans ce cadre, François Compaoré, frère de l'ex-président Blaise Compaoré, est sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis mai 2017.

Preuve que les souvenirs de Sankara et de ses idées perdurent, de nombreuses cérémonies du souvenir lui rendent hommage depuis l'insurrection populaire d'octobre 2014, « *chose inespérée il y a cinq ans* » (2).

(1) Entretien avec Thomas Sankara, réalisé par André Brécourt - L'Humanité – 23 janvier 1984-).

(2) Entretien avec Hippolyte Ouédraogo – « Le fasonet » - 15 oct. 2017.

A partir de la révolution d'août 1983, H. Ouédraogo a été nommé haut-commissaire de provinces, puis appelé à la présidence du Faso au département des affaires politiques, en tant que chef de division des affaires politiques. Il a été sous la présidence suivante ministre délégué à l'enseignement technique et professionnel, et enfin ambassadeur à Dakar de 2008 à 2013.

(3) Cité par « Le Monde »- « *Il y a trente ans mouraient Thomas Sankara et son rêve d'émancipation du peuple burkinabé* » - 15 oct. 2017

(*) Le développement des cotonnades était considéré comme une priorité importante du développement économique national. Les fonctionnaires étaient notamment obligés de porter le « faso dan fani », habit traditionnel du Burkina, constitué de coton.

(4) Norbert Zongo, journaliste d'investigation « *réputé pour sa plume acerbe et ses enquêtes minutieuses sur les manigances politiques du régime de Blaise Compaoré* ». « *Affaires des cartes électorales multiples, trafic de parcelles, ou encore et déjà la dénonciation de la modification de la constitution : Norbert Zongo portait la plume dans la plaie* ». Morgane Le Cam : « Burkina Faso : où en est l'affaire Norbert Zongo ? » Le Monde du 30 octobre 2017.

Cet article, écrit à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Sankara, ne prétend pas être exhaustif. De cette période, il évoque surtout les aspects dignes d'éloges de cette icône africaine.

Les actions à Koper au cours des trois premiers trimestres de 2017

La distribution des subventions d'appui à la scolarité qui avait surtout occupé nos partenaires d'Ekoma au premier trimestre 2017 – voir La Lettre de mai 2017.

Au 2^{me} trimestre, des villageois et villageoises ont présenté des projets **dans le domaine agropastoral**, qu'ils ont soutenus devant Ekoma pour être subventionnés :

- Ainsi la subvention d'EMA (50% du coût) a permis à **19 producteurs** répartis équitablement dans les 5 villages, d'acheter au total 29 bœufs, une vache destinée en premier lieu aux labours et une charrette petit plateau. – coût moyen d'un bœuf = 248 €.

- Le FIL (fonds d'investissement local) a aussi subventionné à 100% les formations en suivi et entretien des bœufs et équipements, pour le choix, le dressage, l'alimentation et les soins vétérinaires. C'est ensuite Ekoma qui assure le suivi, qui veille en particulier à l'utilisation des animaux et du matériel acquis.



- D'une façon générale, ce sont **les femmes** des communes rurales qui constituent la couche de la population la plus démunie. Pour remédier à cette situation, EMA, via Ekoma, permet des « activités génératrices de revenus », qui améliorent leurs conditions de vie. Ainsi 28 femmes ont souhaité, toutes, faire l'élevage de moutons. Elles ont reçu une subvention de 70% du prix d'achat de 2 moutons dont le coût moyen est de 50 €.

Les bénéficiaires de ces AGR et d'autres des années précédentes, soit 44 femmes, ont suivi pendant 2 jours une formation pour renforcer leurs capacités

sur les techniques d'élevage : alimentation, habitat, soins vétérinaires adaptés aux petits ruminants.

En juin, un jury de 8 personnes, après 4 visites inopinées dans les 8 écoles des 5 villages, a effectué le classement **du « concours de l'école propre »**. Ce fut le tour de l'école de Gorgane d'être récompensée. Ce concours, depuis 4 années, a pour objectif global d'inciter les élèves et leurs maîtres à avoir une bonne hygiène corporelle et à maintenir sain leur cadre de vie.

En juillet, août, septembre, en dépit des travaux champêtres (car c'est la saison des pluies à Koper), Ekoma a assuré le suivi **du chantier de la construction de la deuxième classe de l'école de Tankpoli**, un quartier très excentré de **Béné**. Ce chantier aurait dû être mis en route en 2016. Mais la population de Béné a tardé à réunir la participation exigée de 10% du coût. C'est chose faite et la classe est terminée. L'école est donc constituée à ce jour de 2 classes en dur et d'une « paillotte améliorée » construite par les parents d'élèves.

Les membres d'Ekoma ont aussi préparé **« l'admission du village de Bingane »** dans le fonds d'investissement local. Bingane en devient le sixième village. Il bénéficie comme les autres, depuis la rentrée scolaire de 2017 de la prise en charge des frais de scolarité.

Le service de coopération internationale du Conseil départemental de l'Essonne prépare une exposition pour « favoriser une meilleure compréhension de la part du public francilien et son adhésion quant aux missions de la coopération internationale ». Le C.D. a choisi EMA pour présenter les actions menées dans le domaine de l'éducation. Fin octobre, un photographe professionnel, accrédité par le C.D. accompagné par l'équipe-appui-conseil d'Ed.PA, a ainsi rencontré pendant 2 jours, les enseignants, les membres du comité de gestion des écoles de Babora, de Gorgane et du lycée de Koper, pour les interviewer et prendre des photos relatives à l'aide apportée pour les frais de scolarité et la construction de classe ou bâtiments annexes.

Les actions mises en valeur seront exposées avec d'autres réalisées dans d'autres domaines.

Cette exposition s'arrêtera-t-elle à Massy en 2018 ?

EMA ici

- Pour terminer l'année scolaire 2016-2017, en partenariat avec le Réseau d'Education Prioritaire –REP- constitué autour du collège Blaise Pascal, après les interventions au collège et à l'école maternelle Appert, EMA a mené des ateliers « découverte de l'Afrique », accompagnée par les maîtresses et des mamans, avec tous les élèves des 6 classes de la **maternelle Camus**. Décoration de tissus au pochoir, découverte des instruments de musique, des masques par le coloriage et le modelage en argile, découverte des animaux de la savane avec des puzzles, d'objets de la vie courante, ont été l'occasion de parler de la vie des Burkinabè dans la campagne.

Les réalisations et les photos prises ont été exposées lors de matinées et fins d'après-midi ouvertes aux parents.



- Le 9 septembre, la **fête des associations** a permis, une fois de plus, des rencontres avec les partenaires associatifs et de nouvelles personnes, autour de l'artisanat rapporté du Burkina. Cette journée est toujours riche de conversations, de contacts amicaux.

- Comme tous les ans depuis 5 ans, EMA a été présente pour les animations qui entourent le repas partagé « **The meal** » au kiosque de Villaine, avec un échantillonnage des aliments fondamentaux de la nourriture des paysans burkinabè.

Zoom sur le collège Blaise Pascal

Dans la Lettre d'EMA de mai 2017 nous décrivions les activités d'EMA au collège Blaise Pascal et dans l'école maternelle Camus. La suite à l'école maternelle Appert est signalée ci-dessus.

Partenaire pour plusieurs activités dans ce collège depuis plusieurs années, nous voulons faire un zoom sur les activités proposées aux élèves, dans le cadre du REP (Réseau d'Education Prioritaire) dont Rachel Savoie, professeur de sciences physiques, est coordinatrice. Elle est par ailleurs membre du conseil d'administration d'EMA.

Cheyma, Léa et Zainab, élèves de troisième, ont travaillé toute l'année au « club fusée », aidées par leurs professeurs de sciences physiques et de technologie et par 2 ingénieurs de Safran.

Ce petit groupe a mis au point une fusée qui, dans le cadre du « Rocketry Challenge » a obtenu la 1^{ère} marche du podium devant 56 équipes venues de toute la France, à Biscarosse, les 20 et 21 mai.

Et cette année, ...nouveau ... un stand animé par des chercheurs d'Agroparistech sur le thème « consommer des insectes demain, de la tradition africaine aux enjeux d'avenir ». Ces chercheurs travaillent sur la confection et l'utilisation de farines à base d'insectes pour nourrir des poissons, voire des hommes. Leur présence venait concrétiser **la conférence donnée la veille par Monsieur Philippe Le Gall**, chercheur à l'IRD -Institut Français du Développement- suivie malheureusement par bien trop peu d'auditeurs.

- Le 21 octobre, EMA était présente à la **fête de l'alimentation**, organisée par l'APAJF – association pour l'aide et l'accompagnement des jeunes et de la famille- avec « l'estomac dans les chaussettes », jeu de reconnaissance tactile des aliments de base des villageois de Koper. Dans une ambiance très festive, ce fut l'occasion de rencontrer de nombreuses familles du quartier Opéra de Massy.



- La **fête de la solidarité internationale, Festisol 2017**, organisée par un collectif d'associations autour de Jeunes pour le monde, a eu lieu le samedi 24 novembre dans le marché du centre-ville. Nouvelle occasion pour EMA d'être en contact avec les Massicois, de montrer particulièrement cette année les actions réalisées dans le domaine de la santé.

Avec l'astronaute Thomas Pesquet



A la finale internationale, les 22 et 23 juin, au Bourget, lors du salon de l'aéronautique, face à 3 autres équipes, américaine, japonaise et anglaise, elles finissent sur la 3^{ème} marche du podium.

Immense fierté pour elles, pour le collège, pour leur famille et pour nous qui avons toujours plaisir à entrer et intervenir dans cet établissement !

La Légende du Margouillat

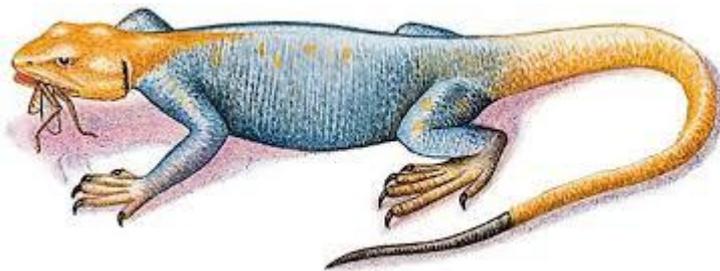
Autrefois, un chasseur partit en brousse, il s'y perdit. Il resta sept jours sans pouvoir manger, ni boire. Il souffrait beaucoup et, exténué de faim et de fatigue, prêt à mourir, il s'assit à l'ombre d'un gros baobab.

A ce moment-là, un margouillat, qui se promenait sur les branches du baobab, tomba sur lui. Le margouillat était mouillé. L'homme le laissa échapper et le margouillat remonta dans les branches. Une seconde fois il tomba sur le chasseur, encore plus mouillé. Le chasseur rassemblant ses dernières forces grimpa dans le baobab et trouva une grande cavité remplie d'eau. Il but longuement, remplit sa sacoche en peau de bouc et descendit de l'arbre. Réconforté, il se mit à chercher son chemin et au bout de cinq ou six jours retrouva son village.

Alors, il réunit tous ses enfants et tous ses parents et leur dit : « le margouillat m'a rendu un grand service. Désormais il est défendu à nous tous de manger du margouillat. »

Depuis cette époque, les Mossi de Diugiri (1), descendants de ce vieux chasseur, ne mangent pas de margouillat. Les gens de Diugiri, maintenant encore, quand ils trouvent un margouillat mort, creusent un petit trou et l'enterrent.

Tiré de : contes du Burkina .- edicef.- (fleuve et flamme) (1) Village situé au Nord du Burkina



Le margouillat est un lézard du sud du Sahara appelé aussi gecko.

C'est un insectivore, actif et diurne. Il passe sa vie à hocher la tête.

On le voit partout aussi bien dans les savanes qu'en ville.

Le mâle est pourvu de belles couleurs alors que la femelle est grise et terne.

Il peut atteindre 40 cm de longueur, avec une queue mesurant 26 cm.

Les margouillats vivent en groupe d'une dizaine d'individus avec un mâle dominant, des

femelles et des jeunes. Ils sont actifs le jour et passent la nuit dans un terrier ou un arbuste.

Les mâles aiment se percher sur un rocher pour surveiller leur territoire.

Les femelles sont ovipares et pondent de quatre à neuf œufs au début de la saison des pluies. Durant la gestation, les femelles montrent des traits rougeâtres sur les flancs.

Le margouillat est omnivore et se nourrit de végétaux et d'insectes.

Extraits de : www.helpcongo-org/stories



...CHIFFONS, retour à l'envoyeur

L'Afrique, plaque tournante de la fripe !
Chaque jour, des tonnes de vêtements, sacs, chaussures, dont les Occidentaux sont lassés, arrivent en Afrique, surplus issu du secteur caritatif. Et, le comble, une partie revient ! *



Nous donnons ce dont nous ne voulons plus, pensant que ces dons vont aller aux plus nécessiteux. Vrai...mais la grande majorité des dons tombe dans les circuits économiques à but lucratif, car les boutiques solidaires ne peuvent vendre que le haut de gamme. Plus de la moitié des dons est exporté vers l'Europe de l'Est et l'Afrique. La France par exemple exporte 155 000 tonnes de fripes par an, équivalent de 1 000 milliards de tee-shirts. Les principaux ports africains sont les portes d'entrée du commerce mondial des ballots qui transitent alors d'importateurs en grossistes, semi-grossistes, détaillants, vendeurs ambulants et marchés villageois.

Le comble ! Certains articles arrivés ainsi en Afrique, jeans, robes, chemisiers, bleus de travail, chaussures, salopettes, jolis sacs, manteaux, foulards se retrouvent dans des boutiques branchées de Paris. Des fournisseurs africains avertis sillonnent en effet les marchés des grandes villes africaines, pour récupérer et revendre...retour à l'envoyeur !

Sources variées et *« Le Monde M » du 30 sept. 2017



RENDEZ-VOUS

Deux prochains rendez vous pour retrouver EMA :

-Assemblée générale annuelle ouverte à tous, adhérents ou non, MERCREDI 21 MARS 2018.

Nous avons besoin des avis, du soutien de tous et de renfort.

-Rando-vélo-solidaire, SAMEDI 24 MARS 2018, organisée avec les associations de cyclistes massicois et tous ceux qui voudront, en pédalant, participer à une collecte de fonds pour aider à construire une classe au lycée de Koper.

Décès de Marie Françoise

C'est avec tristesse que nous faisons part ici du décès à l'âge de 80 ans, de Marie Françoise Cauchetier, le 3 novembre 2017. Adhérente d'EMA depuis plusieurs années, elle a fait partie du Conseil d'administration en 2014 et 2015.



FONDATION J.M. BRUNEAU